

Transport du grain de l'Ouest—Loi

Je suis céréaliculteur, et j'ai été en contact étroit avec de nombreux agriculteurs de ma circonscription de Brandon-Souris ces derniers mois. Je profite de l'occasion pour signaler avec force que de nombreux exploitants agricoles sont aux prises avec de graves problèmes financiers. Ils ont besoin d'être rassurés, de savoir qu'ils pourront poursuivre la carrière qu'ils ont choisie. Le projet de loi dont nous sommes saisis, a malheureusement amené beaucoup d'entre eux à craindre le pire.

La très grande majorité des agriculteurs avec lesquels je me suis mis en rapport reconnaissent qu'il est nécessaire d'améliorer notre réseau ferroviaire. La survie de l'agriculture canadienne passe par une augmentation de la productivité et du nombre de tonnes de céréales exportées.

Le plan actuel du gouvernement, cependant, comporte certaines lacunes graves. Tout d'abord, on demande à l'agriculteur de payer beaucoup trop pour la réfection du réseau ferroviaire. Comme je l'ai signalé la semaine dernière à la Chambre, il faut protéger l'agriculteur contre une augmentation de ses coûts d'une part et une baisse des cours mondiaux d'autre part. Il s'agit de garantir dans la loi que les coûts de transport des agriculteurs ne seront jamais supérieurs à 7 p. 100 du prix initial des céréales ou à 7 p. 100 du prix moyen des céréales non régies par la Commission canadienne des grains. Même si l'on espère que les coûts de transport n'atteindront jamais ce plafond de 7 p. 100, les agriculteurs sauront au moins ce que leurs coûts maximums peuvent être. Je demande donc au ministre des Transports (M. Pepin) de retenir ma proposition au lieu des 10 p. 100 qu'il propose à l'heure actuelle, ce qui est beaucoup trop onéreux pour les agriculteurs.

La proposition du ministre m'inspire également une autre crainte importante, partagée d'ailleurs par beaucoup de mes électeurs. Comment pouvons-nous être certains que les chemins de fer amélioreront bel et bien le réseau ferroviaire? Les agriculteurs se méfient, à juste titre, de plus en plus des promesses du gouvernement et craignent maintenant, et ça se comprend, de ne pas bénéficier de ce réseau de transport amélioré que le gouvernement leur demande de financer.

Enfin, je voudrais, à l'instar de beaucoup de mes électeurs, avoir une garantie écrite précisant que nous ne reviendrons pas au système des tarifs-marchandises variables qui étaient tellement préjudiciables aux agriculteurs ne pouvant compter que sur des embranchements. A une certaine période de l'histoire agricole de l'Ouest, le hasard a voulu que certains agriculteurs soient obligés d'utiliser les services d'une seule compagnie d'élevateur à grain ou d'une seule société ferroviaire et qu'ils en soient gravement pénalisés. Les agriculteurs qui se trouvent dans une situation similaire aujourd'hui veulent avoir l'assurance qu'ils n'auront pas à payer davantage pour le transport que ceux qui, encore par hasard, ont la chance d'habiter dans une région où les services sont plus nombreux.

Je vais terminer en répétant que les agriculteurs de l'Ouest ont besoin d'un meilleur système de transport, mais que la part de la facture qui leur sera imposée doit être proportionnelle à leurs moyens. Deuxièmement, le gouvernement doit faire savoir plus clairement qu'il ne l'a fait jusqu'ici comment il se propose d'assurer l'efficacité de ce système amélioré de transport. Enfin, il faut dissiper les inquiétudes des agriculteurs qui craignent que l'on remette en vigueur un tarif-marchandises variable. Ces réserves sont tellement graves qu'il est de la plus

haute importance de battre en brèche la motion du gouvernement qui cherche à limiter le débat sur cette mesure vitale.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, j'ai entendu certains députés conservateurs dire qu'ils m'avaient débusqué. Je ne crois pas qu'il y ait eu le moindre problème à me faire parler, car j'étais disposé à débattre cette question en tout temps, contrairement aux conservateurs qui, d'après les représentants de l'industrie minière de Colombie-Britannique, veulent en réalité modifier le tarif du Nid-de-Corbeau, mais préfèrent que ce soit les libéraux qui le fassent. Il y a beaucoup d'hypocrisie à ma droite. Nous laisserons les conservateurs se débattre avec leurs propres problèmes internes et décider lequel de leurs chefs ou aspirants chefs ils sont disposés à appuyer.

Je voudrais traiter brièvement du tarif du Nid-de-Corbeau et du parti libéral. Je vois qu'il y a très peu de libéraux en face de nous.

Une voix: Il y en a quatre.

M. Waddell: Il y en a cinq maintenant.

M. Shields: Il y a six députés néo-démocrates à la Chambre.

M. Waddell: Je voudrais demander aux citoyens de Colombie-Britannique et aux députés libéraux d'imaginer pour un instant que toutes les forêts et les ressources minières de Colombie-Britannique sont situées dans le sud des Prairies. Il faudrait alors un moyen de transporter nos produits jusqu'aux marchés. Nous n'aurions pas la chance d'avoir la mer à portée de la main. Nous aurions besoin d'une subvention au transport inscrite dans la loi; nous aurions besoin d'aide. C'est l'histoire de notre pays. C'est pourquoi nous accordons une subvention aux agriculteurs des Prairies pour le transport du grain.

Quand les gens demandent comment nous, citoyens de Colombie-Britannique, pouvons préconiser le maintien du vieux tarif du Nid-de-Corbeau, je réponds que nous le faisons pour une foule de raisons; la principale étant l'équité.

• (1920)

M. Shields: On dirait un discours pour l'élection à la tête du parti.

Des voix: Bravo!

M. Waddell: Les conservateurs devraient s'y connaître en la matière. Ils sont experts dans l'art de tenir des élections à la tête du parti mais dans rien d'autre.

Je voudrais en parler encore un peu. Les entreprises minières de la Colombie-Britannique s'entendent très bien avec le Nouveau parti démocratique. Elles ont de grosses difficultés pour le moment non pas à cause de nous mais à cause de la situation mondiale. Les représentants de ce secteur viennent nous trouver pour dire qu'il faut appuyer les modifications au tarif du Nid-de-Corbeau car il faut moderniser les chemins de fer. Certes, je crois qu'il faut moderniser les chemins de fer mais pas en obligeant les céréaliers canadiens à payer la note. C'est une question toute différente. Je pense que les chemins de fer peuvent se moderniser, mais il y a d'autres moyens d'y arriver. Si nous obligeons les agriculteurs à payer la note, ils ne pourront pas demander des prix plus élevés pour leur grain parce que la majeure partie de ce grain est exporté sur les marchés mondiaux, où la concurrence est acharnée. Que feront les agriculteurs? Ils devront payer les frais. Par conséquent, ils achèteront moins de tracteurs, moins de voitures et moins de biens de